

Communiqué sur le recensement au Maroc

Après avoir pris connaissance de la fiche du recensement général de la population et de l'habitat qui est prévu pour le mois de septembre prochain au Maroc, et vu son contenu discriminatoire vis-à-vis de l'amazighe et du son caractère tiffinaghe, en plus de l'absence de questions relative au recensement du pourcentage d'Amazighes au Maroc ;

Prenant en compte la falsification du pourcentage des Amazighes au Maroc opérée par le Haut Commissariat au Plan lors du recensement de 2004, réduit à trente pour cent de la population, chiffre inférieur au nombre de locuteurs en français ;

Vu que c'est le Haut Commissaire au Plan qui a supervisé le recensement de 2004 est la même personne qui est chargé de l'opération de 2014 ;

Prenant en considération le rapport de la Haute Cour des Comptes qui fait état de dysfonctionnements et de malversations au sein du Haut Commissariat au Plan ;

Nous déclarons à l'opinion publique nationale et internationale ce qui suit :

1 – Nous demandons le limogeage du Haut Commissaire au Plan pour le recensement, M. Ahmed Lahlimi Alami, qui a passé dix ans à la tête du Haut Commissariat au Plan, en raison des dysfonctionnements qu'a connu son travail en plus de sa discrimination affichée à l'encontre des Amazighes et de l'amazighité ;

2 – Nous demandons que la fiche de recensement soit revue en répondant aux revendications du Mouvement Amazigh au Maroc sur cette question ;

3 – Nous invitons toutes les organisations du Mouvement Amazigh à l’union, à la sensibilisation et à la mobilisation pour affronter les plans qui visent l’amazighité et les Amazighes, dont le gel de la mise en œuvre de l’officialisation de l’amazighe et la falsification du recensement pour en faire un instrument de pratique du racisme d’Etat contre l’amazighité et les Amazighes ;

4 – Au cas où nos revendications relatives au recensement général de la population et de l’habitat, et qui sont les revendications des organisations et des cadres du Mouvement Amazigh au Maroc, sont ignorées, nous adresserons des demandes aux cadres, aux citoyennes et citoyens pour boycotter le recensement générale de la population et de l’habitat.

AMA 18 JUILLET 2014